

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 02/04/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CYCLAD syndicat mixte

1 rue Julia et Maurice Marcou
CS 70019
17700 Surgères

Références : 0003103800/2026/225
Code AIOT : 0003103800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement CYCLAD syndicat mixte, déchèterie de Saint Jean d'Angély, implanté rue Victor Hugo 17400 Saint-Jean-d'Angély. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CYCLAD syndicat mixte

- rue Victor Hugo 17400 Saint-Jean-d'Angély
- Code AIOT : 0003103800
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat Mixte CYCLAD exploite une déchetterie sur le territoire de la commune de Saint Jean d'Angély, destinée à accueillir les déchets, non collectés dans les circuits de ramassage des ordures ménagères, des particuliers, des artisans et des professionnels. Le fonctionnement des installations est encadré par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 18 novembre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43 I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
3	Plans des locaux et schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 1.2.1.1 et 1.2.3	Sans objet
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
5	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Sans objet
7	Stockage rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les modifications du site conformément à son dossier de demande d'enregistrement de 2023. Quelques non-conformités ont été relevées et sont décrites dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 1.2.1.1 et 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Installations classées
Prescription contrôlée : <u>article 1.2.1.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</u> 2710-1b : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Inférieure ou égale à 7 t : 6.91 t (DC) 2710-2a : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³ : 1022 m³ (E) <u>article 1.2.3 : consistance des installations enregistrées</u> L'installation de collecte de déchets non dangereux comporte : <ul style="list-style-type: none">• deux bennes de 35 m³ de déchets de bois (filière REP- soit 70 m³ au total),• une benne de 35 m³ de déchets de bois (filière hors-REP),• deux bennes de 35 m³ de déchets de cartons (soit 70 m³ au total),• une benne de 35 m³ de déchets de tout venant,• deux bennes de 35 m³ de déchets de tout venant incinérables (soit 70 m³ au total),• deux bennes de 30 m³ de déchets de métalliques (soit 60 m³ au total),• deux bennes de 10 m³ de déchets de gravats (soit 20 m³ au total),• trois bennes de 35 m³ de déchets verts (soit 105 m³ au total),• une benne de 35 m³ de déchets DEA,• une benne de 30 m³ de déchets de plâtre,• une benne de 35 m³ de déchets de plastiques PMCB,• six bennes de 35 m³ tampons (soit 210 m³ au total),• six conteneurs de 4 m³ de déchets de verres (soit 24 m³ au total),• six conteneurs de 4 m³ de déchets de papiers (soit 24 m³ au total),• une zone d'entreposage de déchets de palettes de 20 m³,• une caisse palette de caquettes (1 m³),• quatre fûts de 220 l de déchets d'huiles végétales (soit 0,88 m³ au total),• quatre conteneurs de 1,5 m³ de déchets de textiles (soit 6 m³ au total),• quatre-vingt-dix poches de 0,4 m³ de déchets de plastiques souples (soit 36 m³ au total),• soixante poches de 2 m³ de déchets de polystyrène (soit 120 m³ au total),• 1 conteneur de 8 m³ déchets de menuiserie,

- deux conteneurs de 5 m³ de déchets de laines minérales (soit 10 m³),
- un conteneur d'1 m³ de déchets de jardinage ou bricolage,
- un conteneur d'1 m³ de déchets de jouets ou jeux.

L'installation de collecte de déchets dangereux comporte (quantité totale déclarée de 6,91 t) :

- deux containers de DEEE d'un volume de 30 m³ (soit 1 t),
- une benne de 10 m³ de DEEE hors froids (soit 1,4 t),
- deux containers de déchets diffus spécifiques de 40 m³ (soit 0,8 t),
- une colonne d'huiles minérales d'un mètre cube (soit 0,8 t),
- deux bacs de déchets d'ampoules ou néons de 0,3 m³ (soit 0,6 t),
- un bac de déchets de batteries d'1 m³ (soit 0,8 t),
- deux fûts de déchets de piles ou accumulateurs de 0,2 m³ (soit 0,59 t),
- un bac de déchets de radiographies d'1 m³ (0,01 t),
- un bac de déchets de cartouches d'encre (soit 0,01 t)
- ponctuellement une benne de déchets d'amiantes (soit 3 t)

Des déchets d'amiantes peuvent être accueillis ponctuellement sur le site sous réserve de ne pas avoir une quantité totale de déchets dangereux supérieure ou égale à 7 t. À cette fin, l'exploitant enregistre selon une fréquence adaptée la quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site.

L'établissement comporte une zone de réemploi de 300 m² (trois containers et un tivoli).

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection 2 tableaux récapitulatifs des contenants de déchets avec les volumes et tonnages associés.

Le tableau des déchets non dangereux montre que la capacité totale d'accueil de déchets sur le site est de 864,18 m³.

Pour les déchets dangereux, le tableau indique une quantité totale de 5,36 tonnes.

Ainsi, les quantités maximales autorisées soit 1022m³ pour les déchets non dangereux et 6,91 tonnes pour les déchets dangereux, ne sont pas dépassées.

L'exploitant présente également à l'inspection la procédure mise en place sur le site pour la gestion des déchets d'amiante.

Le dépôt par les particuliers se fait après prise de rendez-vous. La collecte a lieu une demi-journée par an, généralement en décembre.

Il est constaté le jour de l'inspection les installations suivantes :

- deux bennes de 35 m³ de déchets de bois (filière REP- soit 70 m³ au total),
- une benne de 35 m³ de déchets de bois (filière hors-REP),
- deux bennes de 35 m³ de déchets de cartons (soit 70 m³ au total),
- une benne de 35 m³ de déchets de tout venant (déchets enfouis),
- deux bennes de 35 m³ de déchets de tout venant incinérables (soit 70 m³ au total),
- deux bennes de 30 m³ de déchets de métalliques (soit 60 m³ au total),
- deux bennes de 10 m³ de déchets de gravats (soit 20 m³ au total),
- trois bennes de 35 m³ de déchets verts (soit 105 m³ au total),
- une benne de 35 m³ de déchets DEA,
- une benne de 30 m³ de déchets de plâtre,
- une benne de 35 m³ de déchets de plastiques PMCB,

- 2 bennes de 35 m³ tampons (soit 70 m³ au total),
- 4 conteneurs de 4 m³ de déchets de verres (soit 16 m³ au total),
- 4 conteneurs de 4 m³ de déchets de papiers (soit 16 m³ au total),
- une zone d'entreposage de déchets de palettes de 20 m³,
- une caisse palette de cagettes (1 m³),
- 2 fûts de 220 l de déchets d'huiles végétales (soit 0,88 m³ au total),
- 5 conteneurs de 1,5 m³ de déchets de textiles (soit 7,5 m³ au total),
- quatre-vingt-dix poches de 0,4 m³ de déchets de plastiques souples (soit 36 m³ au total),
- soixante poches de 2 m³ de déchets de polystyrène (soit 120 m³ au total),
- 6 chevalets métalliques pour les déchets de menuiserie,
- deux conteneurs de 5 m³ de déchets de laines minérales (soit 10 m³),
- 6 geobox de 660 l de déchets de jardinage, bricolage, de jouets ou jeux.

L'installation de collecte de déchets dangereux comporte (quantité totale déclarée de 6,91 t) :

- deux containers de DEEE d'un volume de 30 m³ (soit 1 t),
- une benne de 30 m³ de DEEE hors froids (soit 1,4 t),
- un container de déchets diffus spécifiques de 40 m³ (soit 0,8 t),
- une colonne d'huiles minérales d'un mètre cube (soit 0,8 t),
- deux bacs de déchets d'ampoules ou néons de 0,3 m³ (soit 0,6 t),
- un bac de déchets de batteries d'1 m³ (soit 0,8 t) (disposé dans le container contenant le petit matériel des agents, pour éviter les vols),
- deux fûts de déchets de piles ou accumulateurs de 0,2 m³ (soit 0,59 t),
- un bac de déchets de radiographies d'1 m³ (0,01 t),
- un bac de déchets de cartouches d'encre (soit 0,01 t).

L'exploitant indique à l'inspection qu'au 1^{er} avril, les bennes 35 m³ seront remplacées par des bennes 30 m³ dans le cadre du nouveau marché de prestataire.

Le site dispose également d'une zone de réemploi de 300 m² (un container et un tivoli).

L'exploitant indique qu'il va transmettre à l'inspection par voie électronique les 2 tableaux récapitulatifs des contenants et quantités de déchets dangereux et non dangereux ainsi que la procédure de gestion de l'amiante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets sortants.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43 I

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts

visés au titre Ier et titre IV du livre V du Code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

I. Registre des déchets sortants.

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le registre de sortie des déchets de janvier 2026. Il s'est également engagé à transmettre par courriel une version numérique à l'inspection.

L'ensemble des informations réglementaires sont présentes dans le tableau de suivi.

Le suivi des déchets dangereux est réalisé sur TrackDéchets.

Cependant, il n'est pas possible d'identifier le site producteur par numéro de SIRET compte tenu que le CYLCLAD utilise le même pour l'ensemble des installations 'déchets' dont il assure l'exploitation.

Le site de la déchetterie est spécifié dans l'adresse de chantier sur le Bordereau de Suivi de Déchet(BSD) mais l'extraction des données se fait uniquement par le numéro SIRET.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant transmet à l'inspection des 5 derniers BSD émis sur l'installation afin de vérifier l'identification de la déchetterie dans l'adresse du chantier du BSD dans un délai de 15 jours maximum.

=> L'exploitant doit trouver une solution au sein du CYCLAD afin d'attribuer un numéro SIRET à chacune de ses installations et transmettre les informations qui en découlent à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Plans des locaux et schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Plans des locaux et schéma des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le plan à jour des installations avec la localisation des risques et des équipements d'alerte et de secours. Ce plan est affiché à l'extérieur du local agent, à côté de l'entrée. Le plan de récolement des réseaux n'est pas présent dans le classeur ICPE du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => L'exploitant doit transmettre à l'inspection une version numérique du plan d'alerte et de localisation des risques ainsi que le plan des réseaux mis à jour, qui doit être ajouté au classeur ICPE du site dans un délai de 15 jours maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport d'intervention de la SNATI ainsi que le BSD associé. Le dernier entretien du système de traitement des eaux a été réalisé le 17/07/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35

Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO₅ : 800 mg/l.

Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO₅ : 100 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport d'analyse sur les eaux rejetées datant du

15/04/2025. Il a été réalisé par le laboratoire Aurea (devenu Lanae).
Les résultats n'indiquent aucune non-conformité.

Un nouveau prélèvement pour analyse a été réalisé début 2026. L'exploitant précise qu'il ne se souvient plus de la date d'intervention. Ce rapport d'analyse est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement des valeurs limites réglementaires, l'exploitant adresse à l'inspection un plan d'action visant le retour à la conformité.

Les eaux pluviales du site sont envoyées dans 2 bassins d'infiltration (ancien bassin de 220 m³ et nouveau bassin de 270 m³) après passage par un séparateur à hydrocarbures avant chaque bassin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'inspection constate la présence d'une réserve souple de 120 m³ à l'entrée du site.

Toutefois le marquage et la signalisation réglementaires associés ne sont pas présents (stationnement interdit et « réservé Pompiers »).

La réserve doit également être réceptionnée par le SDIS 17 afin d'être intégrée dans sa base de données. L'exploitant indique que la demande a été faite mais sans retour pour l'instant.

Le poteau incendie le plus proche est situé à 120 m selon l'exploitant.

Trois extincteurs sont présents sur le site, un de 9 kg dans le local agent et deux de 6 kg dans le local DDS.

Ils ont été vérifiés par l'entreprise EMIS le 28/04/2025 qui n'a relevé aucune non-conformité.

Les BAES (blocs sortie de secours) et l'alarme incendie ont également fait l'objet d'une vérification lors de cette intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **L'exploitant doit faire réceptionner la bâche incendie par le SDIS 17. L'attestation de réception est tenu à la disposition de l'inspection.**

=> **L'exploitant doit faire réaliser le marquage et la signalisation réglementaires associés à la citerne d'eau (stationnement interdit et « réservé Pompiers ») dans un délai de 2 mois maximum.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Stockage rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage rétention

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :

Matières en suspension totales	100 mg/l
DBO ₅ (sur effluent non décanté)	100 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	10mg/l

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection que la colonne de récupération des huiles hydrauliques possède une paroi double peau.

L'inspection constate que l'ensemble des bacs du local DDS (déchets dangereux spécifiques) sont étanches et doublés de bâches plastifiées.

L'ensemble du local DDS est sur rétention.

Le site possède 3 cuves enterrées de rétention des eaux d'extinction d'incendie associées à des vannes d'isolement du réseau.

La procédure d'actionnement de la vanne d'isolement vers la cuve située à proximité du nouveau bassin ainsi que celle vers les 2 cuves situées à proximité de l'ancien bassin sont affichées au niveau des ouvrages.

Type de suites proposées : Sans suite

